

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

Ministère des Petites et Moyennes
Entreprises, de l'Economie Sociale et de
l'Artisanat



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

Ministry of Small and Medium-Sized
Enterprises, Social Economy and
Handicrafts

Note de Conjoncture

3^{ème} trimestre 2021

MINPMEESA
B.P. 6096 YAOUNDE
Tél : (237) 222 23 23 88
Fax : (237) 222 22 41 58
Email: cabinet@minpmeesa.cm
Site Web: www.minpmeesa.gov.cm

Table des matières

Liste des graphiques.....	ii
Liste des Annexes	ii
Sigles, acronymes et abréviations	iii
Introduction.....	1
Chapitre 1 : Activité économique dans la sous-région CEMAC	1
1. Situation macro-économique	1
2. Niveau de vie des ménages	3
Chapitre 2 : Activité et emploi.....	3
1. Niveau d'activité.....	3
2. Coût de production.....	5
3. Niveau de vente.....	5
4. Situation de l'emploi.....	6
Chapitre 3 : Situation de la trésorerie courante.....	6
1. Appréhension de la trésorerie courante.....	6
2. Financements et investissements	7
Chapitre 4 : Effets de la pandémie à Covid-19 sur l'activité économique des PME.....	7
1. Effets sur les activités et l'emploi	8
2. Accompagnement du Gouvernement pour faire face à la crise	8
Chapitre 5 : Perspectives pour le 2 ^{ème} trimestre 2021	9
1. Perspectives annoncées par les PME pour le 2 ^{ème} trimestre 2021	9
2. Perspectives au regard de l'activité réalisée et du contexte économique	9
Conclusion	9
Bibliographie.....	iv
Webographie	iv
Annexes.....	v

Liste des graphiques

Graphique 1: Perception des Chefs d'entreprises sur le niveau de leurs activités	4
Graphique 2: Principales raisons du niveau d'activité au cours du 2 ^{ème} trimestre 2021	4
Graphique 3: Perception des Chefs d'entreprises sur le coût de production.....	5
Graphique 4: Principales raisons du niveau élevé des dépenses de production.....	5
Graphique 5: Perception des Chefs d'entreprises sur le niveau de vente.....	5
Graphique 6: Principales raisons du niveau de vente.....	6
Graphique 7: Perception du résultat net.....	Erreur ! Signet non défini.
Graphique 8: Appréhension de la situation de trésorerie	6
Graphique 9: Proportion des Chefs d'entreprises ayant réalisé de nouveaux investissements	7
Graphique 10: Principales sources de financement des investissements	7
Graphique 11: Proposition de mesures d'accompagnement en faveur des PME	8

Liste des Annexes

Annexe 1: Couverture de l'enquête.....	v
Annexe 2: Répartition de l'échantillon enquêté	v
Annexe 3: Récapitulatif de l'appréhension des chefs d'entreprise enquêtés sur leur activité au cours du 2 ^{ème} trimestre 2021 (en %)	vi
Annexe 4 : Proportion des entreprises ayant recruté du personnel supplémentaire selon la branche d'activité	vii
Annexe 5: Proportion des entreprises ayant réalisé un investissement selon la branche d'activité...vii	
Annexe 6: proportion des chefs d'entreprise utilisant les sources de financement par type d'entreprise (en %).....	vii

Sigles, acronymes et abréviations

BC	Balance Commerciale
BEAC	Banque des Etats de l’Afrique Centrale
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale
CFA	Communauté Financière Africaine
COVID-19	Corona Virus
CPM	Comité de Politique Monétaire
DEPP	Division des Etudes, des Projets et de la Prospective
CAS	Compte d’Affectation Spécial
FMI	Fonds Monétaire International
ICAE	Indicateur Composite des Activités Economiques
ICCPB	Indice Composite des Cours des Produits de Base
INS	Institut National de la Statistique
ME/MI	Moyenne Entreprise / Moyenne Industrie
MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l’Economie Sociale et de l’Artisanat
OES	Organisation de l’Economie Sociale
ONU	Organisation des Nations Unies
PE	Petite Entreprise
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PMEESA	Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat
SND-30	Stratégie Nationale de Développement 2020-2030
TPE	Très Petite Entreprise

Introduction

Avec l'ouverture des frontières qui redonne les possibilités de circulation des biens et des personnes, et malgré la continuelle mutation du virus Covid-19, les activités économiques se sont améliorées par rapport à la situation en début de la pandémie. Cependant, cette reprise est susceptible d'être moins perceptible en raison de l'inflation croissante observée sur le marché national.

Afin d'évaluer la situation économique des PME dans ce contexte économique, le MINPMEESA a réalisé auprès de certaines PME sur la période du 15 juillet au 15 septembre 2021 une enquête couvrant les activités du 2^{ème} trimestre 2021. Aussi, les données statistiques à haute fréquence disponibles dans les administrations, ont été exploitées pour affiner la expliquer la situation conjoncturelle des PME au 2^{ème} trimestre de l'année 2021. La collecte des données réalisée par la Division des Etudes des Projets et de la Prospective a porté sur les activités des PME, l'évolution de leur chiffre d'affaire, la situation de l'emploi, le niveau de production et de vente, la situation de la trésorerie et des investissements réalisés, et enfin la mesure des effets de la pandémie Covid-19 sur l'activité économiques des PME. Ainsi, dans le cadre de la présente note de conjoncture, les données analysées sont issues de 340 entreprises ayant répondues dans les délais au questionnaire prévu, soit un taux de réponse de 68 %.

La présente note de conjoncture au titre du 2^{ème} trimestre 2021, qui recueille les perceptions des dirigeants d'entreprises, porte sur (I) l'activité économique dans la sous-région CEMAC ; (II) le niveau d'activité et la situation d'emploi ; (III) la situation de leur trésorerie ; (IV) et l'impact de la pandémie Covid-19 sur les Petites et Moyennes Entreprises.

Chapitre 1 : Activité économique dans la sous-région CEMAC

Le présent chapitre adresse la situation économique dans la sous-région CEMAC au cours du 2^{ème} trimestre 2021 et son impact sur la situation économique camerounaise.

1. Situation macro-économique

▪ Dans la zone CEMAC

En 2020, le choc massif et brutal produit par la pandémie de Covid-19 et par des mesures d'arrêt de l'activité prises pour l'enrayer plonge l'économie mondiale dans une grave récession. Entre autres l'économie dans la zone CEMAC n'a pas été en marge de cette crise infectieuse aux allures funestes. Ce choc est survenu dans une situation d'amélioration des performances économiques nationales. En effet après avoir connu un essor au niveau de l'activité économique, la sous-région a sombré dans une grave récession quittant d'un taux de croissance du PIB de 2,1% en 2019 à -1,7 % en 2020. Cette récession est également observable au Cameroun.

Dans la plupart des pays de la CEMAC, en raison de la persistance de la pandémie et de la nécessité de maintenir les mesures d'intervention sanitaire et de soutien à l'économie, les dépenses totales ont augmenté, explique la note.

Avec la reprise progressive des activités, l'augmentation des recettes pétrolières et les mesures de soutien à l'économie, couplées avec la poursuite des efforts d'assainissement de la gestion des finances publiques, le solde budgétaire dans plusieurs pays s'est amélioré. Ainsi, l'exécution des finances publiques en zone CEMAC pendant la période sous revue, s'est soldée par un déficit global d'environ 36,7 milliards contre des déficits d'environ 384,6 milliards trois mois plus tôt et 239,1 milliards un an auparavant, renseigne la même source.

Notons que la BEAC prévoit des perspectives économiques positives avec un taux de croissance communautaire du produit intérieur brut (PIB) réel de 1,6% en 2021 et de 3,3 % en 2022.

Au deuxième trimestre 2021, l'Indicateur Composite des Activités Economiques (ICAE) de la CEMAC s'est inscrit en hausse de 8,0 % en

glissement annuel à fin juin 2021, contre -5,9 % un an auparavant. Cette performance s'explique par le fait qu'au deuxième trimestre 2021, les économies de la CEMAC fonctionnent avec des mesures sanitaires relativement plus souples, permettant une activité économique plus dynamique en cette fin de semestre. En revanche, à la suite d'un premier trimestre relativement triste, l'ICAE a maintenu une dynamique défavorable reflétée par une nouvelle baisse de 0,1 % au deuxième trimestre 2021, contre une baisse de 2,5 % au trimestre précédent. L'ensemble des économies de la CEMAC a ainsi contribué positivement à la hausse de l'ICAE au deuxième trimestre 2021, à l'exception de la République Centrafricaine, sous le coup des répercussions néfastes des tensions sécuritaires enregistrées au quatrième trimestre 2020.

A partir des éléments ci-dessus, les estimations de la BEAC indique un taux de croissance du PIB réel en glissement annuel de la CEMAC au deuxième trimestre 2021 à hauteur de 3,9 %, contre -4,0 % un an plus tôt. En variation trimestrielle, le PIB de la CEMAC a enregistré une hausse de 0,3 % au deuxième trimestre 2021, contre -1,5 % à fin mars 2021.

La BEAC estime que le taux de change effectif réel (TCER) global a baissé de 0,8 % à fin juin 2021 en variation trimestrielle, après une hausse de 1,9 % au terme du trimestre précédent. Ce gain de compétitivité de la CEMAC s'explique par l'appréciation du taux de change nominal (+0,06 %) et par l'amélioration de la compétitivité sur le front des exportations et des importations.

Au deuxième trimestre 2021, l'indice des cours des produits énergétiques a enregistré une hausse de l'ordre de 12,2 %. Cette augmentation s'explique par la croissance des prix du baril de pétrole (13,1 % au trimestre N°2 2021) et des cours du gaz naturel (5,7 % au deuxième trimestre 2021). S'agissant des produits non énergétiques, l'indice des cours s'est accru de 2,8 % au deuxième trimestre 2021. Cette évolution s'explique par une croissance observée au niveau des prix des métaux et minéraux (10,8 %), des produits agricoles (1,8 %), des produits de la pêche (1,2 %) et produits forestiers (1,0 %).

▪ Au Cameroun

Dans la zone CEMAC, le Cameroun est le deuxième pays ayant enregistré un apport positif de l'ICAE au terme du deuxième trimestre 2021. En dépit d'une production d'hydrocarbures moins importante au deuxième trimestre 2021 au Cameroun, ce dernier a contribué positivement à la dynamique de l'ICAE en glissement annuel dans la CEMAC à fin juin 2021. La demande globale dans ce pays a connu un relatif regain, en lien avec de bonnes performances des exportations des produits de rente (cacao, manganèse, bois et huile de palme, notamment), une reprise dans les industries, les BTP et les télécommunications, ainsi qu'une demande publique plus importante qu'au premier trimestre 2021.

▪ Perspectives économiques en zone CEMAC pour l'année 2021

L'activité économique devrait poursuivre sa lente reprise au deuxième semestre 2021. Les estimations de la BEAC pour fin septembre 2021, en glissement annuel, tablent sur une hausse de l'ICAE de la CEMAC de 4,2 % (contre -3,3 % un an plus tôt). Cette dynamique devrait dans une moindre mesure se maintenir au quatrième trimestre 2021, avec une variation de l'ICAE CEMAC à fin décembre en glissement annuel de 0,4 % (contre 1,4 % un an plus tôt). Ce regain de dynamisme anticipé au niveau de la CEMAC pour le deuxième semestre 2021 est à mettre au crédit (i) de l'effervescence de l'organisation de la CAN au Cameroun en début 2022 qui entrainerait un regain de dynamisme dans les services, le commerce, le transport (aérien notamment) et l'hôtellerie-restauration au Cameroun, (ii) d'une évolution favorable des BTP, notamment au Cameroun et au Gabon, (iii) d'une exécution plus importante des budgets publics, contribuant à soutenir une demande intérieure encore fragile, (iv) d'une bonne progression de la production sylvicole ainsi que (v) de la relative bonne tenue de la production de coton au Cameroun et au Tchad. Toutefois, cette dynamique favorable pourrait être contrainte par l'émergence de nouveaux variants du SARS-COV2 susceptibles de compromettre les efforts de relance économique de la sous-région.

Concernant les prévisions d'inflation à court terme, elles tablent sur une stabilité de l'inflation à fin septembre 2021 par rapport à fin juin 2021 ; le taux d'inflation devant se maintenir à 2,9 % en moyenne

annuelle et progresser à 3,6 % en glissement annuel, contre respectivement 1,9 % et 2,8 % un trimestre plus tôt.

Sur l'ensemble de l'année 2021, les services de la BEAC projettent : i) un taux de croissance du PIB réel de +1,6 % contre - 1,7 % en 2020, résultant de la dynamique des activités dans le secteur hors-pétrole, ii) une atténuation des tensions inflationnistes à 2,0 % en 2021, contre 2,4 % un an plus tôt, iii) une diminution du déficit du solde budgétaire base engagements, dons compris, de 2,0 % du PIB en 2020 à 1,7 % du PIB en 2021, et iv) une baisse du déficit du compte courant à 3,6 % du PIB contre 4,8 % du PIB un an plus tôt. Sur le plan de la monnaie, la masse monétaire croîtrait de 11,5 % tandis que les avoirs extérieurs nets se replieraient de 21,4 %.

2. Niveau de vie des ménages

▪ Dans la zone CEMAC

Au deuxième trimestre 2021, le niveau général des prix dans la CEMAC a maintenu sa tendance haussière. L'inflation en moyenne annuelle s'est hissée à 2,1 % à fin juin 2021, contre 1,6 % un an plus tôt. En fin juin 2021, l'analyse de l'inflation en glissement annuel suivant les contributions des différentes fonctions de consommation montre que l'évolution du niveau général des prix a été fortement impactée principalement à fin juin 2021 par les fonctions : « produits alimentaires et boissons non alcoolisées », « transports » et les « boissons alcoolisées et tabac ».

Au terme du deuxième trimestre 2021, l'évolution des prix à la consommation finale des ménages de la CEMAC est pour l'essentiel le fait des facteurs suivants à savoir une hausse sensible des prix des denrées alimentaires. Comme autre facteur on a une pression latente de l'inflation importée et des coûts du fret maritime, ainsi que des pratiques spéculatives de certains commerçants-distributeurs (BEAC, 2021). En revanche, la BEAC estime que la stabilité de la demande globale ainsi que les pratiques gouvernementales d'encadrement de certains prix des produits de première nécessité, ont contribué à contenir les pressions inflationnistes dans la CEMAC au deuxième trimestre 2021.

▪ Au Cameroun

Selon l'Institut National de la Statistique (INS), les prix dans les marchés camerounais ont flambé de 2.2% entre juin 2020 et juin 2021. En glissement trimestriel, l'inflation a connu une hausse de 0.8% au deuxième trimestre 2021 comparé au premier trimestre 2021. Par rapport à la même période de l'année 2020, le Cameroun enregistre une augmentation des prix à la consommation de 2%. Cette croissance de l'inflation sur le marché camerounais concerne les produits alimentaires. Ce dernier enregistre une tendance haussière des prix à la consommation au Cameroun sur les 12 derniers mois. A la fin du mois de juin 2021, le pays enregistre une flambée du taux d'inflation de 3,7% après +3,2% un an auparavant et +1,9% en 2019. En détail, le renchérissement de prix est : des fruits de +6,0% après +9,2% il y a un an, des légumes de +6,9% après +7,4% il y a un an, des pains et céréales de +5,1% après +2,3% à la même période de l'année 2020.

Les prix à la consommation des huiles et graisses ont augmenté de +3,4% contre une chute de -1,1% en glissement annuel. De même pour le lait, fromage et œuf avec une hausse de +2,0% après +0,6% au premier trimestre 2020, des viandes de +1,3% après +5,2% et des poissons et fruits de mer de +0,8% après -0,5%. Ainsi que ceux des sucres, confiture, miel, chocolat et confiserie, après +3,3%, ont accru de +0,3%.

Au regard du contexte économique dans lequel a évolué les entreprises et ménages camerounais et donc les PME, il est opportun de s'interroger sur son impact sur les activités des PME camerounaises au cours du 1^{er} trimestre 2021.

Chapitre 2 : Activité et emploi

Le présent chapitre s'intéresse à l'analyse du volume d'activité, du niveau de production et de vente réalisée des PME et la situation de l'emploi au cours du 3^{ème} trimestre 2021.

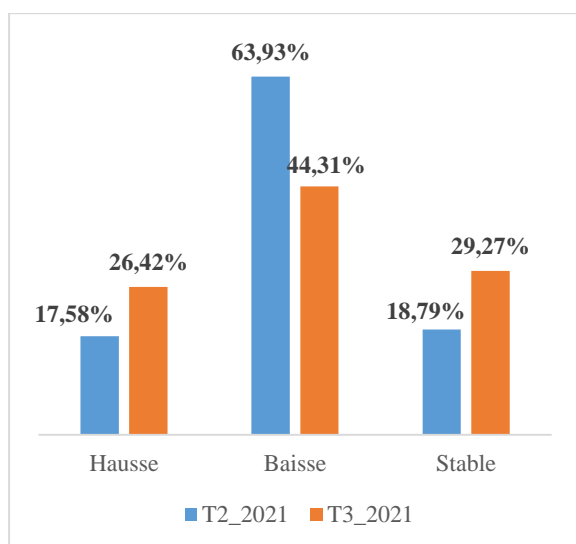
1. Niveau d'activité

Au cours du 3^{ème} trimestre 2021, les activités pour 44,31 % de PME sont en baisse par rapport au 2^{ème} trimestre 2021. On observe un retour d'activité pour 19,62 % des PME enquêtées. Ce niveau d'activité concerne à 64,49 % les entreprises du

secteur tertiaire en l'occurrence le commerce général & prestation de services (74,75 %).

Les prévisions faites par les chefs d'entreprises au cours de l'enquête réalisée pour le 2^{ème} trimestre 2021 sur le niveau d'activité pour le 3^{ème} trimestre 2021, n'ont pas été atteintes. En effet, seulement 26,42 % ont réalisé un chiffre d'affaire supérieur à celui obtenu au trimestre précédent.

Graphique 1: Perception des Chefs d'entreprises sur le niveau de leurs activités



Source : Enquête Conjoncturelle T2_2021, T3_2021, Nos calculs sur Excel

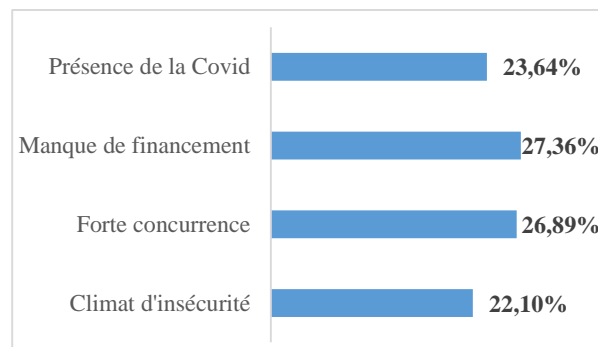
La proportion de Chefs d'entreprises qui affirment que leur chiffre d'affaire a baissé au cours du 3^{ème} trimestre 2021 a diminué de 19,62 % par rapport à la proportion observée au trimestre précédent ; cette observation montre que les entreprises deviennent plus résilientes dans le contexte du Covid.

La perception des Fonds CAS-Covid pour l'exercice 2020 par les bénéficiaires (dont le paiement a débuté au courant du mois de mars 2021), a permis à 42,86 % des bénéficiaires enquêtés dans le cadre de cette conjoncture de relancer leur activité au cours du 2^{ème} trimestre 2021. Ce financement a également permis à 42,86 % de maintenir une situation de stabilité.

La principale raison qu'évoquent les entreprises pour expliquer la baisse de leur chiffre d'affaire est le manque de financement et d'investissement en amont ; en effet, elle constitue la justification de 27,36% des entreprises enquêtées ; d'autres entreprises mentionnent la forte concurrence (26,89%) comme raison de leur baisse d'activité ;

d'autre encore mentionnent plutôt la présence de la Covid-19 (23,64%).

Graphique 2: Principales raisons du niveau d'activité au cours du 3^{ème} trimestre 2021



Source : Enquête Conjoncturelle T3_2021, Nos calculs sur Excel

La présence de la Covid-19, toujours d'actualité, représente de moins en moins une raison de baisse d'activité selon les chefs d'entreprise. En effet, 14,96% des Chefs d'entreprise ayant déclaré une baisse d'activité estiment que la présence de la Covid-19 a plus impacté le 3^{ème} trimestre par rapport au 2^{ème} trimestre 2021.

Par contre, par rapport au trimestre précédent, la proportion des Chefs d'entreprise dont le climat d'insécurité avait négativement impacté leur activité n'a pratiquement pas évolué au cours de ce trimestre, restant toujours la raison la moins évoquée.

Le manque de mesures protectionnistes ciblées pour rendre les entreprises camerounaises compétitives et faire face à la concurrence devient de plus en plus inquiétant étant donné que le Cameroun est dans une économie ouverte.

Cette situation laisse entrevoir le besoin de maîtrise des éléments de la compétitivité par les entreprises camerounaises. Aussi, les lignes de financement venant des PTF et disponibles dans les Banques (Société Générale, BGFI, CBC, ...) en faveur des PME pourront permettre, à condition de rendre les banquables, d'améliorer la compétitivité de ces dernières.

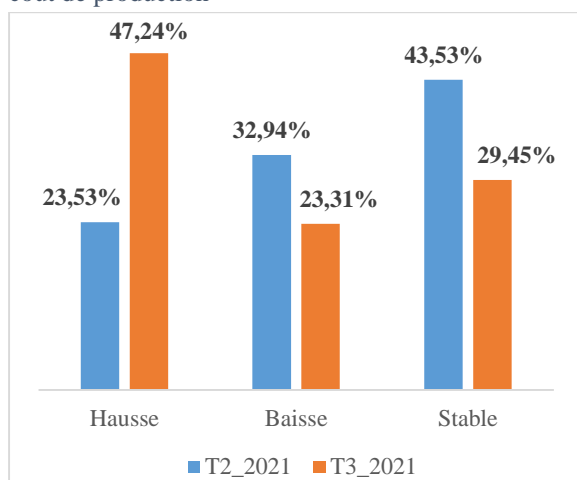
La hausse d'activité déclarée par 26,42 % des Chefs d'entreprises enquêtés concernent principalement les secteurs du Commerce général (49,21 %) & Prestation de services (23,62 %). Ce niveau d'activité par rapport au trimestre précédent se justifie par l'augmentation des investissements (58,46 %), l'accroissement de l'activité (53,85%),

l'amélioration de la qualité de service (49,23 %) et les opportunités de la présence de la Covid-19 (4,62 %).

2. Coût de production

Au cours du 3^{ème} trimestre 2021, les Chefs d'entreprises (29,45%) déclarent une stabilité du niveau de dépenses liées à leurs activités par rapport au trimestre précédent. D'après ces responsables d'entreprises, les coûts de production ont particulièrement augmenté du 2^{ème} trimestre au 3^{ème} trimestre 2021.

Graphique 3: Perception des Chefs d'entreprises sur le coût de production

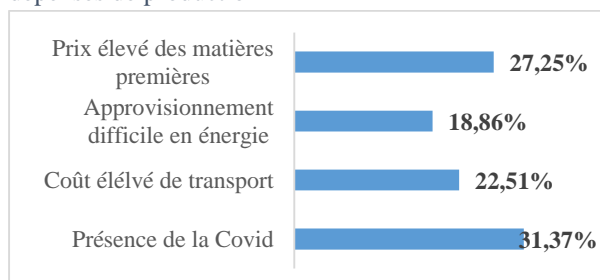


Source : Enquête Conjoncturelle T2_2021, T3_2021, Nos calculs sur Excel

Malgré une conséquente augmentation des chefs d'entreprises qui estiment que les coûts restent stable, la proportion des Chefs d'entreprises qui estiment que les coûts de production sont revus à la hausse a augmenté de 23,71 % entre le 2^{ème} et le 3^{ème} trimestre 2021.

L'augmentation du coût de production est majoritairement observée dans les unités formelles opérant dans le commerce général (36,36%), les prestations de services (20,78%), suivi de ceux de la branche du textile (10,39 %).

Graphique 4: Principales raisons du niveau élevé des dépenses de production



Source : Enquête Conjoncturelle T3_2021, Nos calculs sur Excel

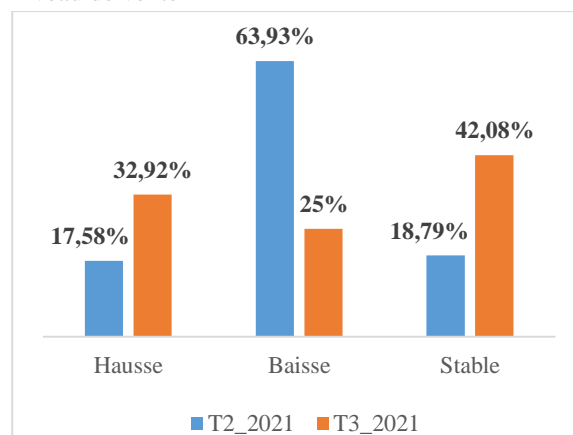
Comme on pouvait s'y attendre, le prix élevé des matières premières fait partie des principales raisons de l'augmentation des coûts de production (27,25 %), mais la présence de la Covid-19 reste la raison principale de cette évolution des coûts selon 31,37 % chefs d'entreprises. Il est important de noter qu'en plus des entreprises exerçant dans le Commerce général et la Prestation de services, s'ajoutent celles de l'Agro-industrie comme étant celles dont la pandémie a particulièrement affecté les coûts de production.

3. Niveau de vente

A propos du niveau de vente, la perception des chefs d'entreprises au troisième trimestre (T3) est tout à fait différente de celle observée au second trimestre (T2), tel qu'illustré sur le graphique ci-dessous. En effet, à T3 la tendance générale indique que le niveau de vente est en baisse pour 25 % de structures par rapport à T2 où la baisse du niveau des ventes concernait une plus forte proportion de structures (63,93 %), soit une diminution de 38,93 %. Cette diminution peut se traduire par un début de relance des activités, malgré la crise sanitaire dont les effets semblent s'estomper.

Seulement, absence de baisse ne traduit pas forcément une hausse ; le graphique suivant montre qu'en effet, la plupart des structures ont migré d'un statut de baisse des ventes vers la stabilité (23,29 %).

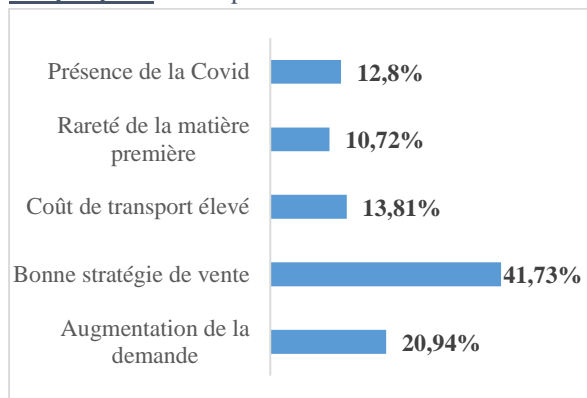
Graphique 5: Perception des Chefs d'entreprises sur le niveau de vente



Source : Enquête Conjoncturelle T2_2021, T3_2021, Nos calculs sur Excel

Selon les avis des Chefs d'entreprises enquêtés, l'amélioration générale du niveau des prix de vente par rapport au trimestre précédent s'expliquerait par la mise en place d'une bonne stratégie de vente (41,73 %) ou alors par l'augmentation de la demande (20,94 %) ou encore par le niveau élevé des coûts de transport (13,81 %).

Graphique 6: Principales raisons du niveau de vente



Source : Enquête Conjoncturelle T3_2021, Nos calculs sur Excel

D'autre part, cette hausse généralisée des prix peut être vue comme un effet de la pandémie sur les produits locaux, ceci par le canal des prix des produits importés. En effet, d'après des estimations de l'INS, les prix des produits importés ont augmenté de 1,6 % chaque mois depuis le début de l'année ; ceci a pour effet une baisse de la demande des produits importés, et donc une hausse substantielle de la demande des produits locaux (surtout des produits du secteur tertiaire).

Au regard de la tendance à la hausse du niveau d'activité et des ventes témoignent, on pourrait conclure qu'en moyenne, le résultat net obtenu par les Chefs d'entreprises enquêtées a été plus satisfaisant ce trimestre par rapport au précédent. Seulement, la tendance à la hausse des coûts de production pourrait avoir annihilé les effets des surpluses générés par les ventes.

4. Situation de l'emploi

De même qu'au 2^{ème} trimestre 2021, la plupart (77,85%) des Chefs d'entreprises enquêtées déclarent n'avoir recruté de personnels salariés supplémentaires. Les efforts entrepris sont pour la plupart, focalisés sur l'amélioration de la qualité des services afin de rendre leurs activités résilientes face au principal problème auquel fait

face l'économie mondiale depuis 2020 qu'est la pandémie de la Covid-19.

Néanmoins, les emplois créés par les structures concernées par l'enquête au cours du trimestre concernent principalement 4 branches d'activité notamment Commerce générale (34,48 %), Prestations de services (27,59 %), Textile (13,79 %), Agro-alimentaire (10,34 %) [Voir annexe 4].

Malgré la faible propension des chefs d'entreprise à recruter de nouveaux personnels, les activités semblent suivre une bonne évolution ; et ce supplément d'effectif, qui représente un investissement en capital humain, pourrait porter ses fruits au 4^{ème} trimestre 2021 et être source de résultats net plus importants.

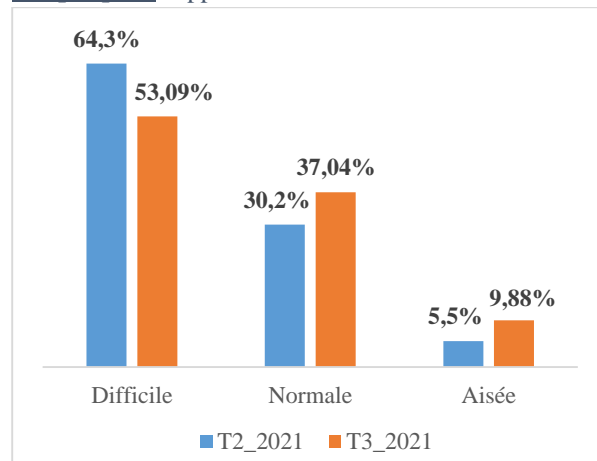
Chapitre 3 : Situation de la trésorerie courante

Le présent chapitre adresse la situation de la trésorerie des entreprises enquêtées et du niveau d'investissement réalisé au cours du 3^{ème} trimestre 2021.

1. Appréhension de la trésorerie courante

Concernant l'appréhension des Chefs d'entreprises de leur trésorerie courante, la tendance générale est plutôt méliorative. En effet, on observe une diminution de l'ordre de 11,21 % par rapport au trimestre précédent des chefs d'entreprises ayant traversés des difficultés de trésorerie et une augmentation de l'ordre de 4,38 % de ceux ayant connu une trésorerie plus aisée.

Graphique 7: Appréhension de la situation de trésorerie



Source : Enquête Conjoncturelle T2_2021, T3_2021, Nos calculs sur Excel

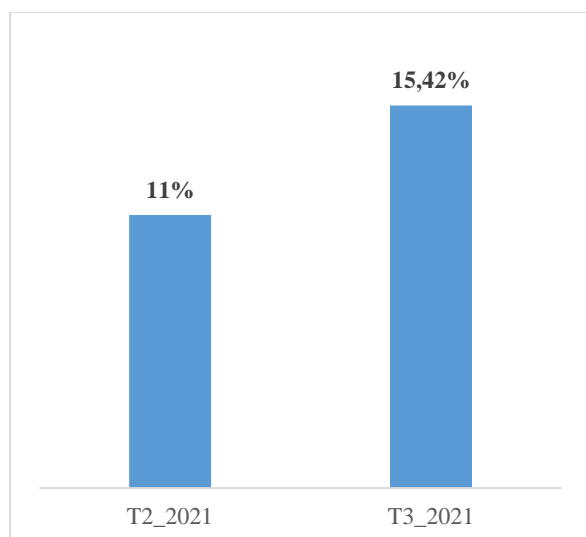
L'appréhension de la trésorerie ne s'éloigne pas de celle du niveau d'activité où la proportion des Chefs d'entreprises dont le niveau d'activité est en hausse au 3^{ème} trimestre par rapport au 2^{ème} trimestre s'est améliorée.

Sur la question des raisons ayant entraîné les difficultés de trésorerie, les Chefs d'entreprises enquêtés dont la situation de trésorerie n'a pas été aisée évoquent principalement la présence de la Covid (30,05 %), mais aussi la baisse d'activité (28,72 %) et de mauvaises ventes (27 %).

2. Financements et investissements

En considérant l'ensemble des structures enquêtées, environ 70 entreprises sur 100 disent n'avoir pas réalisé de nouveaux investissements au cours du 3^{ème} trimestre 2021 contre 80 % au cours du trimestre précédent.

Graphique 8: Proportion des Chefs d'entreprises ayant réalisé de nouveaux investissements

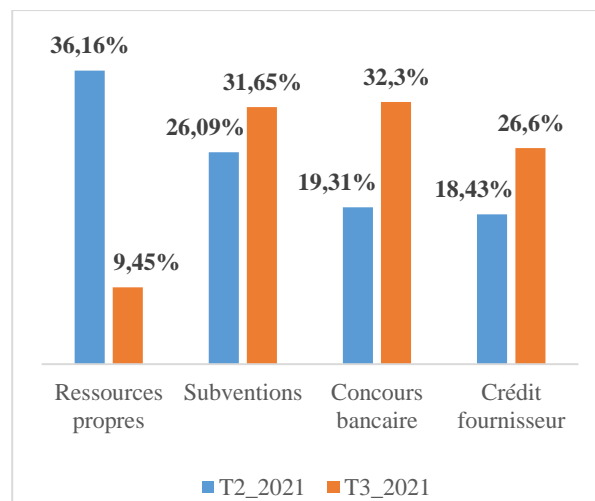


Source : Enquête Conjoncturelle T1_2021, T2_2021, Nos calculs sur Excel

Ces entreprises ayant réalisé de nouveaux investissements concernent principalement les secteurs du commerce général (35,48 %), prestation de service (29,03 %) et de l'agro-industrie (12,90%). En considérant la typologie d'entreprises, les TPE et les PE représentent respectivement 54,84 % et 35,48 % des entreprises ayant réalisé de nouveaux investissements.

Diverses sources de financements ont été mobilisées pour la mise en place de ces investissements.

Graphique 9: Principales sources de financement des investissements



Source : Enquête Conjoncturelle T2_2021, T3_2021, Nos calculs sur Excel

Au cours du 3^{ème} trimestre 2021, la proportion des Chefs d'entreprises ayant recours aux sources diverses de financement a connu un changement structurel important. En effet, la presque totalité des chefs d'entreprises qui jusque-là s'appuyaient sur leurs propres ressources pour financer leurs investissements a migré vers d'autres sources de financements du trimestre dernier à l'actuel ; on observe alors d'un trimestre à l'autre une augmentation des subventions, du concours bancaire et du crédit fournisseur de l'ordre respectif de 5,56 %, 12,99 % et 8,17 %.

Le concours bancaire est de plus en plus sollicité par les PME camerounaises pour la réalisation de leur activité. Les subventions utilisées pour réaliser leurs investissements sont pour 78,26 % les ressources accordées par l'Etat.

En s'intéressant à la typologie d'entreprise, qu'importe la taille, les TPE financent leur activité principalement par les ressources propres. Les Moyennes Entreprises et celles de Petites Tailles ont recours aux concours bancaires et aux subventions pour réaliser leurs investissements (Voir Annexe 4).

Chapitre 4 : Effets de la pandémie à Covid-19 sur l'activité économique des PME

Ce chapitre adresse la situation des PME dont l'activité a été impactée par les effets de la Covid-19, également met un accent sur

l'accompagnement du Gouvernement pour la résilience économique.

1. Effets sur les activités et l'emploi

Tout comme tous les autres pays, la crise sanitaire a impacté l'économie camerounaise notamment à travers les mesures de résilience prises pour limiter la propagation de la maladie. Les effets de la limitation du déplacement des biens et des personnes ont été plus accentués dans les pays où l'économie est extravertie. Les PME camerounaises majoritairement du secteur tertiaire (84,2%) et plus particulièrement composées de commerçants sont les plus touchées par cette crise. Aussi, la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur en ce qui concerne l'approvisionnement en produits manufacturiers n'a pas permis aux entreprises de ce secteur de saturer le marché national en produits substituts des produits importés.

Pour faire face à ce déclin d'activité due à l'application des mesures de résilience sanitaire, les promoteurs ont été contraints de restructurer leur entreprise pour favoriser leur redressement et leur résilience face à la crise du Covid-19. Afin d'assurer la viabilité de leur activité et pour renforcer les mesures de sécurité et de santé au travail, certains promoteurs ont décidé d'arrêter partiellement ou complètement leur activité.

Néanmoins, de l'analyse des données de l'enquête conjoncturelle du 3^{ème} trimestre 2021, la pandémie à coronavirus est de moins en moins considérée comme un facteur majeur du niveau d'activité des PME camerounaises. La performance économique des acteurs du domaine du textile et de la chimie pharmaceutique, qui avait pu trouver en la prise des mesures de résilience sanitaire une opportunité à travers la fabrication et la vente des masques artisanaux et des gels hydro-alcooliques est de moins en moins perceptible.

Aussi, avec la situation Covid, des actions ont été menées en faveur du secteur agro-industriel pour relancer les filières

2. Accompagnement du Gouvernement pour faire face à la crise

Depuis l'application des mesures de résilience sanitaire pour faire face à la crise à coronavirus survenue en mars 2020, les activités de l'économie camerounaise principalement extraverties ont été mis en mal. Le Gouvernement a mis en place un

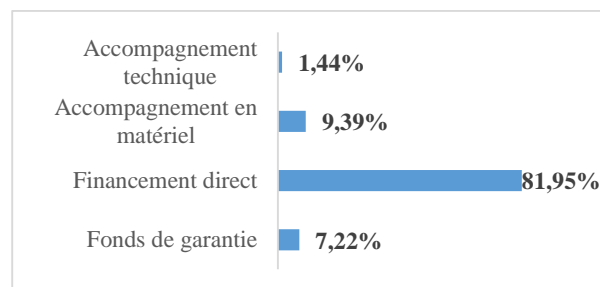
Fonds pour soutenir l'économie et limiter la propagation de la maladie.

A la faveur du décret N°2020/3221/PM du 22 juillet 2020 fixant la répartition de la dotation du Fonds Spécial de solidarité nationale pour la lutte contre le coronavirus et ses répercussions économique et sociales, le MINPMEESA a bénéficié d'une enveloppe de 2 Milliards de Francs CFA pour les PMEESA à fort potentiel sinistrées pour le PME (à hauteur de 1,5 Milliards de Francs CFA) et les artisans et OES fabriquant les masques artisanaux et les gels hydro-alcooliques (à hauteur de 500 Millions de Francs CFA).

La période de Mars 2020 marque le début du paiement des bénéficiaires sélectionnés par la Paierie Spécialisée Fonds CAS-Covid. De l'exploitation des données issues de l'enquête conjoncturelle pour le 2^{ème} trimestre 2021, ces derniers représentent 13,82 % de l'ensemble des enquêtés. 93,33% de ces derniers déclarent que ces accompagnements leur ont permis de relancer leur activité. Le chiffre d'affaire pour 85,71% d'entre ces bénéficiaires est soit en hausse, soit stable par rapport au 1^{er} trimestre 2021. La mise à disposition des appuis et leur utilisation leur ont permis de maintenir leur activité stable et d'enregistrer une croissance par rapport au trimestre précédent.

L'appréciation de cette subvention reste mitigée par les bénéficiaires. 18,9 % de ceux-ci l'apprécient par contre 29,27 % dénoncent une lenteur dans le transfert effectif des fonds. Néanmoins ils proposent en complément aux mesures de soutien en cours, des accompagnements financiers et techniques, et la mise en place d'un Fonds de garantie pour leur faciliter l'accès aux crédits et améliorer leur compétitivité.

Graphique 10: Proposition de mesures d'accompagnement en faveur des PME



Source : Enquête Conjoncturelle T2_2021, Nos calculs sur Excel

Les PME enquêtées au cours du 2^{ème} trimestre, bien que pour la plupart l'activité économique a été atone projettent relever leur activité au cours du prochain trimestre.

Chapitre 5 : Perspectives pour le 4^{ème} trimestre 2021

Le présent chapitre s'intéresse à l'analyse des projections faite par les entreprises pour le 4^{ème} trimestre 2021 au regard du contexte économique dans lequel ils évoluent.

1. Perspectives annoncées par les PME pour le 4^{ème} trimestre 2021

Eu égard du niveau d'activité réalisé au cours du 3^{ème} trimestre 2021 par les entreprises enquêtées, les Chefs d'entreprises restent optimistes quant à la situation au cours du 4^{ème} trimestre 2021.

Environ 42,79 % des Chefs d'entreprises enquêtées envisagent la reprise de leur activité au cours du 4^{ème} trimestre 2021. Ces entreprises sont principalement dans le domaine du Commerce Général & Prestations de services (76,84%). Ces

entreprises optimistes ont affiché un résultat net positif au cours du 3^{ème} trimestre 2021 (80,43%). Ce constat nous reconforte pour un retour effectif d'activité au cours du 4^{ème} trimestre 2021.

Il est important de noter que les 21,78 % des Chefs d'entreprises ayant obtenu un résultat net négatif au cours du 3^{ème} trimestre 2021, plus du 4/5^{ème} (80,43 %) restent moins optimiste une relance d'activité au cours du 4^{ème} trimestre 2021.

2. Perspectives au regard de l'activité réalisée et du contexte économique

Les entreprises enquêtées dans le cadre de la présente note de conjoncture sont pour la plupart optimiste quant au niveau d'activité à réaliser au cours du 4^{ème} trimestre 2021. Cette perception pourrait s'expliquer par la lecture de l'environnement économique actuelle.

Ce contexte vient renforcer la forte concurrence dont les PME camerounaises font face. Aussi, les éléments de compétitivité n'étant pas maîtrisés par celles-ci, l'activité économique de ces acteurs pourra être négativement impactée au cours du 3^{ème} trimestre 2021.

Conclusion

Le ralentissement des activités des PME induit par cette pandémie observée au cours du 1^{er} trimestre 2021 est de moins en moins perceptible par les Chefs d'entreprises enquêtées dans le cadre de la conjoncture du 2^{ème} trimestre 2021. La forte concurrence et la baisse du pouvoir d'achat sont causes importantes l'activité économique du 2^{ème} trimestre 2021 des PME enquêtées. Cette observation est le reflet de la situation de l'économie nationale au cours de ce trimestre. En effet, depuis le premier trimestre 2021 la zone CEMAC est marquée par une hausse généralisée des prix. L'inflation au Cameroun, a connu une hausse de 0,8% au 2^{ème} trimestre 2021 comparé au 1^{er} trimestre 2021. Le Cameroun a également enregistré une augmentation des prix à la consommation de 2% par rapport à la même période de l'année précédent, et à la fin du 2^{ème} trimestre 2021, une flambée du taux d'inflation de 3,7% est enregistrée. Cette situation s'est fait ressentir sur les coûts de production des entreprises, leur vente, et par conséquent sur le résultat et le niveau de trésorerie obtenus à la fin du trimestre. La compétitivité des PME donc remise en questionnement étant donnée la situation actuelle, la pression des grandes entreprises et les effets de la mise en œuvre des accords de libre échange.

En ce qui concerne la création d'emplois, les PME enquêtées (85 %) n'ont pas mis un accent particulier sur le recrutement de nouveaux employés salariés au cours du 2^{ème} trimestre 2021. Cela pourrait s'expliquer la perception de ces PME de leur activité qui n'a du moins pas évolué conséquemment au cours de ce trimestre. Pour ce qui est des bénéficiaires des appuis CAS Covid (13,82 % des PME enquêtées), la perception et l'utilisation de ces appuis ont permis à 93,33 % de celles-ci de relancer leur activité après avoir subi les affres des effets de la Covid-19.

Au regard de la situation économique actuelle en particulier le niveau des cours de matières premières et la baisse du pouvoir d'achat, un questionnement est posé le coût de la mise en œuvre effective des Objectifs stratégiques de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND-30) qui impose la transformation

structurelle de l'économie nationale, étant donnée la croissance du taux d'inflation et baisse du pouvoir d'achat des ménages.

Bibliographie

- BEAC (2021), « Evolution des cours des principaux produits de base exportes par la CEMAC au 3ème trimestre 2021 », Note d'analyse
- BEAC (2021), « Rapport sur la politique monétaire », Septembre 2021

Webographie

- INS, <https://gate-news.com/index.php/2021/09/09/cameroun-une-hausse-de-2-2-du-taux-dinflation-au-premier-trim>

Annexes

Annexe 1: Couverture de l'enquête

PME à enquêter	500
PME ayant répondu au questionnaire	340
Taux de couverture	68 %

Annexe 2: Répartition de l'échantillon enquêté

Variab les	Proportion (%)
Région	
Adamaoua	3,83
Centre	7,08
Est	4,72
Extrême-Nord	49,85
Littoral	9,44
Nord	5,6
Nord-Ouest	12,09
Ouest	7,37
Sud	3,83
Sud-Ouest	7,08
Typologie d'entreprise	
ME/MI	4,41
PE	20,59
TPE	75
Secteurs / Branches d'activité	
Primaire	5,14
Agriculture & Elevage	3,22
Agro-Industrie	0,32
BTP	0,64
Commerce générale & Prestations de services	0,64
Industrie de transformation du Bois	0,32
Secondaire	13,50
Agro-Industrie	7,40
BTP	1,29
Chimie Pharmacie	0,96
Commerce générale & Prestations de services	1,29
Industrie de transformation de bronze	0,32
Industrie de transformation du Bois	2,25
Tertiaire	81,35
Agro-Industrie	0,96
BTP	0,64
Chimie Pharmacie	2,25
Commerce générale & Prestations de services	69,77
Economie numérique	1,61
Hôtellerie & Restauration	2,89
Industrie de l'habillement	2,89
Industrie de transformation de bronze	0,32

Annexe 3: Récapitulatif de l'appréhension des chefs d'entreprise enquêtés sur leur activité au cours du 2^{ème} trimestre 2021 (en %)

	Volume d'activité			Coût de production			Niveau de vente			Résultat Net		
	Hausse	Baisse	Stable	Hausse	Baisse	Stable	Hausse	Baisse	Stable	Positif	Négatif	Nul
Typologie d'entreprise												
TPE	12,12	50	13,33	14,51	29,41	33,73	6,71	39,02	30,18	15,88	40,88	18,24
PE	4,85	11,52	4,24	8,24	3,53	7,84	4,88	7,62	7,62	7,65	6,76	6,18
ME/MI	0,61	2,12	1,21	0,78	0	1,96	0,61	0	3,35	0,88	0,88	2,65
Secteurs d'activité / Branches d'activité												
Primaire	0	3,3	0	0,42	3,80	0	0	2,3	0,99	0	2,89	0,32
Agriculture & Elevage	0,00	3,3	0	0,42	3,8	0	0	2,3	0,99	0	2,89	0,32
Secondaire	4,62	9,9	4,95	11,39	3,38	10,55	5,26	5,26	9,87	5,14	7,07	8,36
Agro-Industrie	2,31	3,3	1,65	5,49	1,27	4,22	3,29	1,97	3,62	2,25	3,54	2,89
BTP	0,00	2,31	0,33	0,84	0,42	1,69	0	0,99	0,99	0,96	0,64	0,96
Chimie Pharmacie	0,33	1,65	1,32	0	0,84	2,53	0	0,99	2,3	0,64	0	2,57
Industrie de l'habillement	1,32	0	1,65	2,11	0	1,69	1,32	0	1,64	1,29	0	1,61
Industrie de transformation de bronze	0	0,66	0	0,84	0	0	0,66	0	0	0	0,64	0
Industrie de transformation du Bois	0,66	1,98	0	2,11	0,84	0,42	0	1,32	1,32	0	2,25	0,32
Tertiaire	11,88	51,49	13,86	9,70	26,58	34,18	6,91	40,79	28,62	19,94	39,55	16,72
Commerce générale & Prestations de services	11,22	48,84	12,54	8,44	26,58	32,07	6,58	40,13	25	19,29	37,94	14,47
Economie numérique	0,66	0,99	0	0,84	0	0	0,33	0,66	0,66	0,32	0,96	0,32
Hôtellerie & Restauration	0	1,65	1,32	0,42	0	2,11	0	0	2,96	0,32	0,64	1,93
Total général	16,50	64,69	18,81	21,52	33,76	44,73	12,17	48,36	39,47	25,08	49,52	25,4

Annexe 4 : Proportion des entreprises ayant recruté du personnel supplémentaire selon la branche d'activité

Branche d'activité	Proportion (en %)
Agro-Industrie	2,38
Chimie Pharmacie	9,52
Commerce générale & Prestations de services	85,71
Economie numérique	2,38
Total général	100

Annexe 5: Proportion des entreprises ayant réalisé un investissement selon la branche d'activité

Branche d'activité	Proportion (en %)
Agro-Industrie	20,69
BTP	3,45
Chimie Pharmacie	24,14
Commerce générale & Prestations de services	24,14
Economie numérique	6,90
Hôtellerie & Restauration	3,45
Industrie de l'habillement	10,34
Industrie de transformation du Bois	6,90
Total général	100

Annexe 6: proportion des chefs d'entreprise utilisant les sources de financement par type d'entreprise (en %)

	ME/MI	PE	TPE
Ressources Propres	60	46,67	55,14
Subventions	0	20	24,3
Crédits fournisseurs	20	20	9,35
Concours bancaire	20	13,33	11,21
Total	100	100	100

Annexe 7: Liste des personnes impliquées dans le processus d'élaboration de la note de Conjoncture 2^{ème} trimestre 2021

1. PILOTAGE ET ORIENTATION

M. ACHILE BASSILEKIN III, MINPMEESA
M. TCHANA JOSEPH, SG MINPMEESA
M. BOBBO MAMOUDOU, DEPP MINPMEESA

2. SECRETARIAT TECHNIQUE

COORDONNATEUR :

Mme TCHANA SYLVIE, CELSTAT MINPMEESA

Membres :

Mme NGAFFO Manuela, cadre DEPP

Mme IHOULI Francine, cadre DEPP

M. NONGNI DONFACK Abednego, cadre DEPP

M. MBAZOA ZEBAZE Hervais, Cadre DEPP